

RESTITUTION

Grand Débat Français de l'étranger - Sao Paulo

Date : Jeudi 28 février 2019 de 18H à 20H

Lieu : Lycée Pasteur de Sao Paulo

Nombre de participants : 30

Thèmes abordés : Fiscalité, Services Publics, Démocratie, Environnement

Animation : Paula Forteza et collaborateurs (Marianne Billard, Marion Dos Reis Silva, Mauricio Mejia)

Élus présents : Anne Marie Ballande Romanelli, Edmond Aparicio et François Cessieux (conseillers consulaires au Brésil)

Introduction - en plénière :

Présentation par la députée Paula Forteza des enjeux et du contexte du Grand Débat National. Rappel du but de la rencontre : intégrer la participation des Français de l'étranger à la démarche participative nationale et faire émerger des solutions pour contribuer au Grand Débat.

En plénière, les participants ont débattu les 4 thématiques. Une conclusion a été faite par la députée Paula Forteza.

Débat entre participants :

● **Fiscalité - défis et solutions :**

- Le budget de l'Etat est incompréhensible et opaque (recettes et dépenses). Quelques participants ont soulevé le fait que la transparence n'est pas le plus grand souci mais plutôt la complexité de l'information publiée qui n'est pas lisible pour la majorité des citoyens. Par exemple, incompréhension sur les niches fiscales.
 - "L'impôt est la base du consensus social"
 - Simplifier et faire un effort de communication grand public sur le budget de l'Etat.
 - Faciliter l'accès aux informations et aux données existantes.
- Plusieurs participants ont soulevé leur mécontentement vis-à-vis des décisions politiques prises en lien avec leurs impôts.
 - Il faudrait inclure davantage les citoyens dans les prises de décisions budgétaires mais pour cela il faudrait d'abord mieux informer sur les recettes et les dépenses de l'État.
 - Généraliser les budgets participatifs locaux et pourquoi pas expérimenter un budget participatif national comme au Portugal.
 - Les français de l'étranger pourraient par exemple, décider de l'exécution d'une enveloppe budgétaire du consulat pour financer les services publics qui leur semblent prioritaires.

- Pour une partie des participants, le gouvernement doit réduire la dépense publique. Mais pas de consensus sur quelle dépense publique il faudrait réduire.
 - Reculer l'âge de la retraite
- *“La France est le pays le plus imposé mais au même temps nous sommes ravis d'avoir un système de santé public par exemple”*. Il faut donc plutôt réfléchir à une meilleure efficacité de la dépense publique et une plus juste imposition.
 - Imposer le kérosène
 - Idée proposée par Enrico Letta (ex PM italien) de taxation progressive
- Inégalité des français de l'étranger face à l'impôt : les citoyens européens ne payent pas la CSG tandis que les non-communautaires payent cette cotisation. Plusieurs français à l'étranger paient une double imposition (pays d'accueil + France) et finalement, ils n'ont pas accès aux mêmes services publics que les français de métropole (éducation publique, santé, sécurité...).
 - Mettre à plat la fiscalité des français de l'étranger et revoir la logique de cette imposition
- Le problème de la fiscalité est européen, il existe une concurrence fiscale entre les pays de l'Union mais pour le moment aucune harmonisation ou incitations pour une imposition européenne. Effet des free riders (Irlande, Luxembourg, Suisse, UK...).
- *“Le problème majeur, c'est la répartition. Il n'y a qu'à voir les chiffres : les riches sont toujours plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres.”*
 - *Je crois que l'ensemble des aides, taxes, impôts devraient être proportionnels au revenu. Je ne pense pas que ce soit simple à mettre en place mais si on prend l'exemple de la TVA : son coût n'a pas la même valeur dans un couple qui touche le SMIC que dans un couple où chacun est à 3000 euros par mois.*

● L'organisation de l'Etat et des services publics - défis et solutions :

- Les élus sont financés par les recettes fiscales et donc par la participation des citoyens au budget de l'État mais il n'y a pas d'information sur l'efficacité et le “retour sur investissement” du travail des élus.
 - Avoir plus de transparence sur les coûts des différents élus
 - Mettre en place plus de redevabilité envers les citoyens qui financent leur fonctionnement et décident de leur pertinence.
- La simplification de la représentation des français de l'étranger permettrait de faire des économies. Parallèlement, en France, outre les 36.000 communes nous avons une centaine de départements avec conseil généraux et des régions. Puis le parlement, le Sénat et le Parlement Européen. *On gagnerait certainement à « dégraisser » ces structures.*
- Une incompréhension par rapport aux services publics et aux décisions prises par le Consulat.
 - Plus d'informations et de flexibilité

- Une meilleure coordination entre les services français à l'étranger (ex: Institut Français, Alliance Française, services culturels de l'Ambassade...)
- La dématérialisation est une bonne nouvelle car elle permet la réduction de la dépense publique sur des services qui ne méritent pas un suivi particulier d'un agent mais il faut faire attention à ses limites. *“L'internet c'est bien mais ce n'est pas l'alpha et l'oméga des services publics”*.
 - Créer un chat ou chatbot du consulat pour permettre la mise en relation des usagers avec les bons services, fluidifier l'accueil du Consulat et donner plus d'informations aux citoyens.
 - Peut-être mettre des bus du service public pour sillonner les campagnes, plusieurs fois par mois afin de répondre aux questions des contribuables (et parfois avec plus de fréquence, par exemple, lors des déclarations d'impôts) dans chaque village.
- Il a une urgence à faciliter l'envoi des certificats de vie aux caisses de retraites. Aujourd'hui, des centaines de retraités se retrouvent sans allocations pendant des mois à cause du système compliqué, lent et injuste des certificats de vie.
 - Dématérialiser leur envoi et/ou certifier des tiers de confiance (consul, banque, élus...)
- Les Français de l'étranger qui ne parlent pas français et qui n'ont pas les ressources pour payer l'école française ou l'Alliance sont des “français isolés”. L'unité d'un peuple est sa langue, sa culture, que fera l'Etat pour en assurer cette unité à l'étranger?
 - Ex des français du sud du Brésil
- *“J'ai été assez surpris de voir dans la lettre du président pour le grand débat, la question de "supprimer des services publics". Je ne pense pas qu'il y en ait à supprimer mais il aurait été plus juste de parler d'amélioration, de modification à apporter afin qu'il soit plus efficace.”*
- La France comme le Brésil pratiquent *une pléthore de règlements dans tous les domaines.*

● Démocratie et Citoyenneté - défis et solutions :

- Sentiment d'opacité et de manque de transparence de la part des institutions publiques.
 - A titre d'exemple, le site de l'Assemblée nationale est illisible.
 - Il faut une meilleure accessibilité aux informations publiques.
 - Un participant a rappelé que la Cour des Comptes est une source d'information fiable qui produit des analyses chiffrées sur l'application du budget de l'État et des recommandations pour une meilleure dépense publique.
- Le mouvement des Gilets jaunes pourrait s'inspirer du mouvement Nuit Debout pour inclure plus d'ouverture et de démocratie participative/délibérative.

- *“Je participerais à plus de débats sur des questions sociales et politiques”*
 - Multiplier les espaces de parole citoyenne, prise en compte par le gouvernement des remontées et de la participation citoyenne.
- Sentiment d'éloignement vis à vis des élus parlementaires, manque de transparence sur l'activité parlementaire et remise en question du système représentatif.
 - Plus de transparence de la part des élus pour regagner la confiance des citoyens. Un bon début pourrait être les frais de représentation. *“Au-delà des frais de mandat, je pense que chaque centime de l'argent public, on devrait savoir où il va. Cela inclut par exemple les PPP (partenariat public privé) qui pour le coup sont totalement opaques. Et pourquoi pas revoir la liste des privilèges de chaque député, ministre, président.”*
 - Il faut responsabiliser le peuple et le réintégrer à la décision politique. Création d'Assemblées Citoyennes avec tirage au sort des participants.
- “Il n'est pas possible que tous les députés ne votent pas les lois d'importance majeure comme le glyphosate mais en même temps le vote était à 3h du matin.”
 - Vote en ligne pour que tous les députés puissent participer au vote même à distance.
- Pour les français de l'étranger l'abstention est représentative du manque d'intérêt et du besoin de plus d'informations. Sentiment de multiplicité des acteurs de la représentation politique des FDE et peu d'efficacité. L'assemblée des français de l'étranger a presque aucun pouvoir, donc quel intérêt?
 - Assurer une meilleure lisibilité de la représentation politique des FDE (conseillers consulaires, élus parlementaires). Proposition d'un conseiller consulaire : moins d'élus consulaires pour éviter les élus AFE et non-AFE, tous les conseillers siègent à Paris 2 fois par an et ont plus de moyens d'action.
 - Plus de pouvoir local pour les conseillers consulaires : droit de regard sur actions du consulat, participer aux décisions budgétaires du consulat...
 -
- “Aujourd'hui, on vote peu, on a aucun moyen de faire entendre notre voix en dehors des élections”.
 - Vote électronique est nécessaire pour une participation effective et juste des FDE aux prochaines élections.
 - Plus de référendums, ou de votes entre les élections.
 - Question du vote obligatoire, mais de consensus entre les participants.
 - Prendre en compte le vote blanc.
 - Droit de vote aux étrangers pour les élections locales.
- L'enchaînement des élections présidentielles et législatives ne permet pas un vrai débat sur le fond et à titre d'exemple aujourd'hui pas de débat à l'Assemblée nationale.

● Transition écologique - défis et solutions :

- Il faut mieux taxer les entreprises et les industries pour financer la transition écologique.
 - Taxer le kérosène et plus de taxes sur les transports (besoin d'accord au sein de l'UE)
 - Mieux taxer le CAC 40, les multinationales, les entreprises chinoises et mieux redistribuer au sein de l'UE
- Je pense que la France a les moyens d'être un pionnier dans l'écologie mais on se renferme trop dans des technologies qu'on a développé comme le diesel ou le nucléaire. Il faudrait un vrai plan écologique au niveau projet, recherche.
 - Pour financer, il faut inclure les banques avec par exemple des systèmes de bonus/malus. Les banques pourraient soutenir les projets "environnementaux" à travers les intérêts des prêts. *"Je serais aussi très intéressé de savoir quels sont les projets que ma banque finance avec mon argent. Cela permettrait aussi au contribuable de faire des choix: je change de banque pour une banque plus écologique."*
- Grand problème aujourd'hui avec les déchets en France. En lieu de brûler nos déchets il faut investir dans une politique de recyclage ou de zéro déchets.
 - Plus d'espaces de recyclage ou de consignes de verre ou de canettes.
- La mobilité et l'habitat sont les deux grands soucis pour l'environnement.
 - Les établissements publics doivent devenir des modèles de transition énergétique (énergie, eau, déchets)
 - Plus de participation des citoyens aux décisions environnementales (pour plus de créativité)
 - Repenser et définir le rôle de l'Etat dans la transition écologique
 - Il faut favoriser le circuit court au lieu d'investir dans des grandes surfaces. Exemple de la ville de Grenoble.
 - Repenser les prix des trains versus les prix des avions pour des distances courtes et améliorer le réseau ferroviaire, ne pas investir que dans des TGV.
 - Pour l'habitat, il faut mieux coordonner les aides et les politiques publiques visant la transition des ménages.

Conclusion - en plénière :

La députée Paula Forteza a fait une conclusion en reprenant quelques propositions et éléments du débat. Elle a rappelé les outils qu'elle a mis à disposition des citoyens pour assurer la transparence de son mandat et son travail fait à l'Assemblée nationale pour intégrer davantage le citoyen dans la prise de décision.

Un point sur les suites du Grand Débat (calendrier, synthèse, restitution) a été demandé par quelques participants. L'équipe s'est engagé à partager la synthèse de la réunion avec les participants pour recueillir des éléments complémentaires ou pour corriger avant publication sur le site du Grand Débat.

Les participants ont, de manière générale, apprécié l'exercice et le fait de pouvoir participer et débattre sur l'avenir de la France. Néanmoins, des participants ont regretté que cela se passe une fois, pendant les vacances et pendant un créneau assez limité.